

20
minutes

Vous allez sourire !

JE M'INSCRIS ▾

Inscrivez-vous à notre **newsletter d'informations positives**

Coronavirus : Mais où la France va-t-elle trouver les milliards d'euros pour lutter contre la crise ?

FINANCES La dette publique élevée pourrait représenter un risque à long terme



Nicolas Raffin



Publié le 16/10/20 à 19h56 — Mis à jour le 16/10/20 à 19h56



Emmanuel Macron contemplant le sillon de la dette publique (allégorie). — *Lemouton-Pool/SIPA*

- La France va financer l'essentiel de ses nouvelles dépenses liées à la crise du coronavirus par l'endettement.
- A court terme, cette politique ne présente pas de risques financiers.
- Mais elle pourrait obérer les marges de manœuvre de l'État en cas de nouvelle crise.

Qu'il semble loin le temps où Emmanuel Macron promettait d'en finir avec le déficit public historique de la France et de présenter un budget à l'équilibre

(https://www.francetvinfo.fr/politique/gouvernement-d-edouard-philippe/budget-bercy-vise-l-equilibre-des-comptes_2844281.html) en 2022. Déjà fortement mise à mal

(<https://www.20minutes.fr/economie/budget/2613095-20190926-budget-2020-promesses-envolees-emmanuel-macron-dette-deficit>) avec l'épisode des « gilets jaunes », la promesse présidentielle a définitivement été pulvérisée par la crise du coronavirus.

Entre la prise en charge du chômage partiel (<https://www.latribune.fr/economie/france/l-etat-a-debourse-pres-de-17-milliards-d-euros-pour-financer-le-chomage-partiel-850497.html#:~:text=%2D9%2C18%25-,L'%C3%89tat%20a%20d%C3%A9bours%C3%A9%20pr%C3%A8s%20de%2017%20milliards%20d'euros,pour%20financer%20le%20ch%C3%B4mage%20partiel&text=Au%20total%2C%2031%20milliards%20d,les%20estimations%20de%20la%20Dares.>), les aides aux secteurs sinistrés

(tourisme, culture, hôtellerie...), les achats de masques et de tests, l'Etat a dû sortir le carnet de chèques et aligner les zéros. En plus de ces dépenses d'urgence, l'exécutif a aussi dégainé à la rentrée un plan de relance de 100 milliards d'euros

(<https://www.20minutes.fr/economie/2852439-20200903-coronavirus-tous-detaills-plan-relance-emploi-competitivite>) pour soutenir l'économie sur le long terme. Fin septembre, le gouvernement a finalement présenté l'addition : le déficit public devrait atteindre 10 % cette année, puis 6,7 % en 2021.

Et encore, il faudra rajouter un milliard d'euros de nouvelles dépenses liées au couvre-feu

(<https://www.20minutes.fr/economie/2886871-20201016-coronavirus-couvre-feu-couterait-bien-moins-cher-reconfinement-selon-gouvernement>) qui entre en vigueur ce week-end.

La dette au secours du gouvernement

Pour financer sa politique, l'Etat a classiquement trois solutions à sa disposition : augmenter les impôts, baisser ses dépenses, ou contracter des emprunts qui se traduisent par une création de dette publique. L'option n° 1 a été écartée à plusieurs reprises

(<https://www.lefigaro.fr/politique/emmanuel-macron-pas-d-augmentation-d-impots-pour-pour-financer-le-plan-de-relance-20200614>) par Emmanuel Macron : pas question, par exemple, de rétablir l'ISF, même si

l'efficacité économique de sa suppression est largement discutée

(<https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/la-suppression-de-lisf-na-pas-relance-linvestissement>). L'option n° 2 a elle aussi été écartée de fait, l'Etat ayant annoncé le renforcement de plusieurs

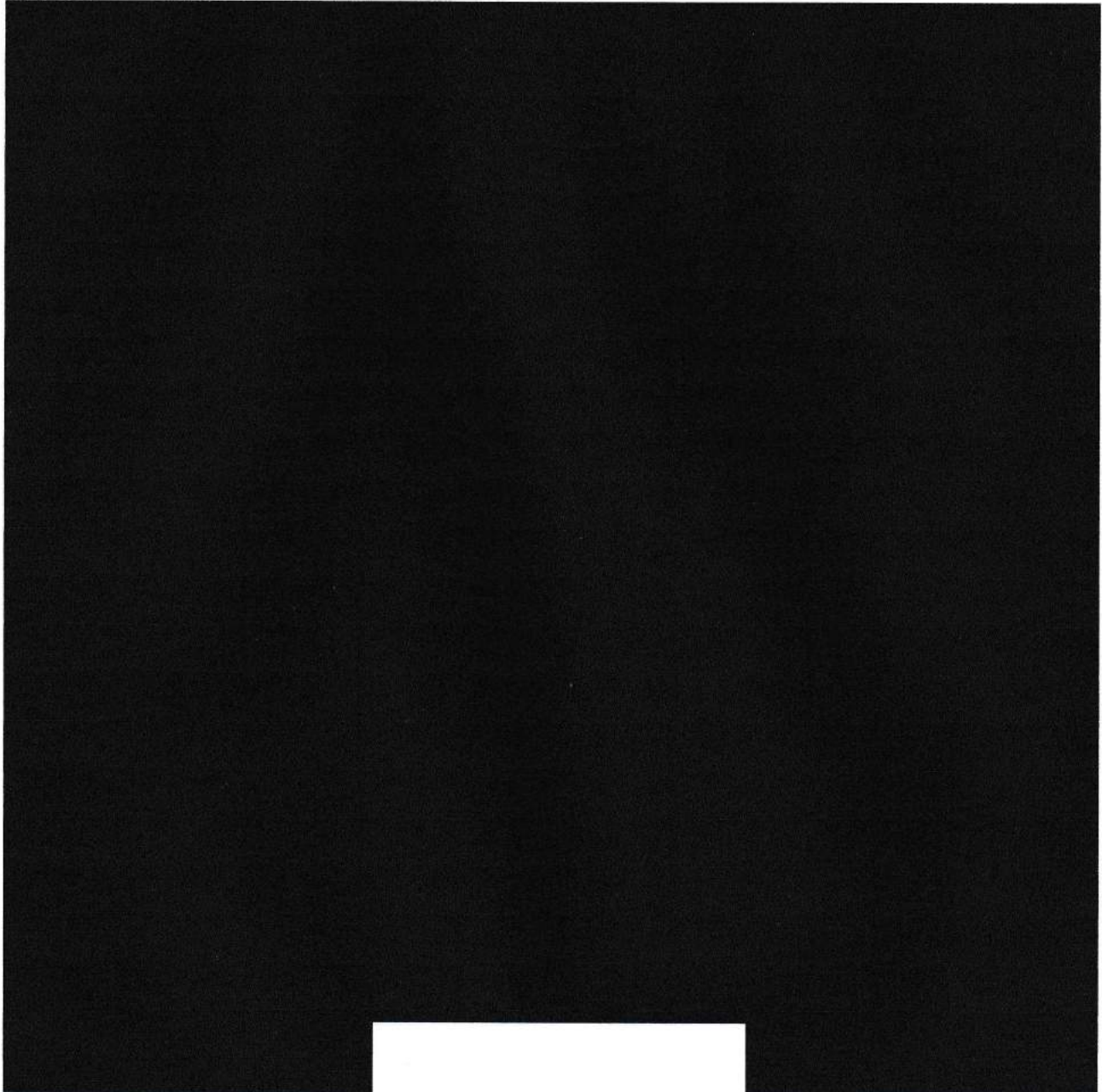
administrations (police, justice) tout en renonçant à supprimer 120.000 fonctionnaires d'ici 2022.

Reste donc le dernier scénario, celui de l'augmentation de la dette. L'Etat va donc se financer par l'emprunt, et la dette publique devrait atteindre 117,5 % du PIB cette année (contre 98 % fin 2019), avant de redescendre très légèrement à 116 % en 2021. Pour le gouvernement, c'est un moindre mal. « La pire option pour nos finances publiques aurait été de ne pas faire de plan de relance », assurait début septembre Jean Castex. Pour le Premier ministre, le plan de 100 milliards d'euros doit permettre une « réactivation de l'activité [économique] », donc le retour de la croissance. Et qui dit croissance, dit recettes supplémentaires pour l'État (via les impôts, la TVA...), un PIB en hausse, et donc mécaniquement, une baisse du ratio de la dette publique... si le PIB augmente plus vite que la dette.

C'est un point clé dans la politique gouvernementale : faire redémarrer l'activité économique assez fortement pour « effacer » le plus rapidement possible les pertes liées au coronavirus. Le gouvernement espère qu'en 2022, le PIB retrouvera son niveau d'avant-crise, et que la croissance retrouvera elle aussi un rythme pré-Covid à partir de 2024, autour de 1,4 % par an. « Ce scénario est assez optimiste, juge François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes et spécialiste des finances publiques. Quand on regarde les crises du passé (1973, 2008), on voit qu'elles ont toutes eu un impact sur le niveau de production et que le rythme de croissance ne s'est jamais redressé rapidement. Par ailleurs, même avec 1,4 % de croissance, l'Etat devra faire des efforts considérables sur les dépenses publiques pour stabiliser la dette ».

Pas de risque... pour le moment

Cela voudrait-il dire qu'il y a un risque avec une dette à plus de 115 % ou 120 % ? « Pas nécessairement, poursuit François Ecalte. Le niveau à laquelle une dette publique doit se stabiliser est sujet à débat (<https://www.20minutes.fr/economie/2345115-20180928-dette-francaise-proche-100-pib-grave-docteur>). Le danger, lorsque la dette augmente trop et trop longtemps, c'est qu'un Etat peut avoir du mal à se financer : les créanciers vont d'abord demander des taux d'intérêt très élevés, puis pourront refuser de prêter ». Une crise de confiance dont a notamment été victime la Grèce il y a quelques années.



Faut-il alors s'inquiéter pour la France ? La France emprunte à court terme, ce qui allège en partie, la charge de sa dette. Philippe Waechter, chef économiste chez Natixis, compare la France avec l'Allemagne qui peut faire face à une hausse de sa dette publique entre les deux prochaines années. Or, l'Allemagne est notamment ceux qui achètent



est faible, tranche François. Par conséquent, elle réduit son déficit... ». Pour Philippe Waechter, c'est surtout la comparaison avec l'Allemagne. Les rapports du FMI montrent que l'écart de dette publique entre les deux prochaines années sera de 100 milliards d'euros. Or, l'Allemagne est notamment ceux qui achètent

Une dette trop élevée – par rapport à celle de nos voisins – pourrait conduire à un relèvement des taux d'intérêt, ce qui alourdirait les sommes à rembourser. « Le vrai risque, conclut Philippe Waechter, c'est de ne plus avoir de marge de manœuvre budgétaire en cas de nouvelle urgence, comme l'urgence climatique ». Dégager des marges de manœuvre, hors endettement, suppose donc de rouvrir le débat sur les hausses d'impôts – ou la baisse